

70-01 ER

Léopoldville, le 28 février 1963

## EVOLUTION DE LA PRODUCTION MINIERE DU CONGO

de 1959 à 1962

par Emile MOLLY Dr. Sc.

---

L'année 1962 a été marquée au Congo par des événements qui ont eu des répercussions importantes sur l'industrie minière. Au début de l'année, les combats avaient cessé au Katanga, mais des dégâts causés aux lignes à haute tension avaient provoqué l'arrêt des pompes de Kipushi et la mine fut partiellement noyée.

D'autre part, l'usine de la Lubumbashi fut arrêtée plus d'un mois, mais vers le 20 février 1962, tout était rentré dans l'ordre et la production redevenait normale dans les trois secteurs d'Elisabethville, Jadotville et Kolwezi.

Au début d'octobre 1962, le Sud-Kasai sort de la dissidence kalondjiste et la société MIBA (diamants de Bakwanga) se décide à verser ses taxes et redevances minières au Gouvernement Central.

Le 28 décembre 1962, les combats reprennent au Katanga, dont toutes les exploitations sont arrêtées. Les opérations sont de courte durée et en janvier, le Sud-Katanga abandonne la dissidence, tandis que l'Union Minière traite avec le Gouvernement Central. En février l'activité a repris dans tous les secteurs et l'on peut prévoir qu'au début de mars 1963, toute trace des événements sera effacée.

La fin des sécessions du Sud-Kasai et du Sud-Katanga contribuera certainement au relèvement de l'économie congolaise. Par contre, la création des nouvelles provinces et l'éclatement du Congo, en une vingtaine de territoires, dont certains sont déjà la proie de luttes tribales et ne sont pas tous viables économiquement, font déjà sentir des effets néfastes.

Certaines nouvelles provinces entendent percevoir elles-mêmes les taxes et redevances minières, attribuer concessions et permis miniers, et interdire aux sociétés minières de communiquer à Léopoldville leurs chiffres de production. Dans certaines régions, les barrages reparaissent sur les routes et l'insécurité renaît. Ce qui a été gagné d'un côté, a été perdu d'un autre.

Cependant si la République du Congo arrive à surmonter ces difficultés, on peut prévoir un renouveau de l'industrie minière pour 1963.

Toutefois, la condition essentielle de ce relèvement serait d'accorder aux mines, un pourcentage suffisant des devises qu'elles produisent et rapatrient, pour leur permettre de subsister.



Enquête faite, un quota global de 35% serait suffisant pour assurer une marche normale des exploitations. Cette mesure monétaire a déjà été appliquée à la MIBA et à l'Union Minière du Haut-Katanga, et il est indispensable qu'elle soit appliquée aux autres compagnies minières pour enrayer la baisse de leur production.

On trouvera ci-dessous les chiffres de production des principales sociétés minières. Par suite de difficultés d'information certains chiffres pour 1962 ne sont pas absolument définitifs, mais très approchés. D'autre part nous avons rectifié et complété certains chiffres pour 1959-1960 et 1961.

1<sup>o</sup> - UNION MINIERE DU HAUT-KATANGA (Sud-Katanga)

	<u>1959</u>	<u>1960</u>	<u>1961</u>	<u>1962</u>
Cuivre	282.000 tonnes	302.300 t.	295.200 t.	296.750 t.
Cobalt métal	8.431 t.	8.222 t.	8.326 t.	9.630 t.
Concentrés Zinc	118.000 t.	193.000 t.	182.000 t.	168.000 t.
Cadmium	475 t.	505 t.	532 t.	295 t.
Germanium métal	13 t.	25 t.	13 t.	
Radium	101 grs.	27 grs.	26 grs.	
Argent	148 tonnes	123 t.	108 t.	
Or fin	24 kilos	45 k <sup>g</sup>	34 k <sup>g</sup>	24 k <sup>g</sup>
Charbon (Luena)	267.000 tonnes	163.000 t.	64.000 t.	

2<sup>o</sup> - MANGANESE BECEKA (Ouest-Katanga)

Minerais manganèse	302.000 tonnes	386.000 t.	297.000 t.	300.000 t.
--------------------	----------------	------------	------------	------------

3<sup>o</sup> - GEOMINES (Nord-Katanga)

Cassitérite	2.750 tonnes	1.620 t.	508 t.	1.610 t.
Tantalite	138 t.	73 t.	20 t.	108 t.

4<sup>o</sup> - SERMIKAT (Sud-Katanga)

Cassitérite	436 tonnes	264 t.	150 t.	176 t.
Tantalite	27 t.	15 t.	--	--



5° - FORMINIERE (Nord-Kasai)

	<u>1959</u>	<u>1960</u>	<u>1961</u>	<u>1962</u>
Diamant ( $\frac{1}{2}$ à $\frac{1}{3}$ de joaillerie)	658.909 carats	406.561 c.	132.303 c.	---

6° - MINIERE DE BAKWANGA (MIBA) (Sud-Kasai)

Diamant (98% industriel)	14.194.158 c.	13.044.390 c.	18.010.568 c.	14.660.000 c.
-----------------------------	---------------	---------------	---------------	---------------

7° - KILO-MOTO (Ituri)

Or fin	6.851 kilos	5.935 k <sup>g</sup>	5.040 k <sup>g</sup>	4.419 k <sup>g</sup>
--------	-------------	----------------------	----------------------	----------------------

8° - SYMETAIN (Maniema)

Cassitérite	4.063 tonnes	4.164 t.	4.217 t.	4.158 t.
-------------	--------------	----------	----------	----------

9° - MINIERE DES GRANDS LACS (Kivu et Maniema)

Or fin	2.061 kilos	2.476 k <sup>g</sup>	1.856 k <sup>g</sup>	1.807 k <sup>g</sup>
Cassitérite	622 tonnes	655 t.	377 t.	319 t.
Wolframite	549 t.	525 t.	255 t.	230 t.
Béryl	254 t.	337 t.	167 t.	276 t.

10° - COBELMIN (Kivu et Maniema)

Or fin	1.054 kilos	935 k <sup>g</sup>	132 k <sup>g</sup>	---
Cassitérite	3.621 tonnes	3.110 t.	2.554 t.	2.635 t.
Columbo-tantalite	63 t.	47 t.	20 t.	15 t.
Wolframite	204 t.	315 t.	234 t.	120 t.

11° - KIVUMINES (SOBAKI) (Kivu et Maniema)

Cassitérite	1.105 tonnes	1.184 t.	1.068 t.	1.013 t.
Or fin	471 kilos	353 k <sup>g</sup>	297 k <sup>g</sup>	101 k <sup>g</sup>
Tantalite	---	71 t.	88 t.	80 t.



Si l'on totalise les productions pour chacun des minéraux principaux, exploités en 1959 - 1960 - 1961 et 1962, on a :

	<u>1959</u>	<u>1960</u>	<u>1961</u>	<u>1962</u>
DIAMANT	14.853.067 c.	13.450.951 c.	18.142.871 c.	14.660.000 c.
CUIVRE	282.000 t.	302.300 t.	295.200 t.	296.750 t.
CASSITERITE	12.597 t.	10.997 t.	8.874 t.	9.911 t.
OR FIN	10.461 k <sup>g</sup>	9.744 k <sup>g</sup>	7.359 k <sup>g</sup>	6.351 k <sup>g</sup>

Nous complétons le graphique ci-joint et pouvons tirer les déductions suivantes des productions comparées des quatre produits miniers principaux du Congo :

A. - En dépit des événements de septembre et décembre 1961 et de la fin de l'année 1962, la production du cuivre de l'Union Minière du Haut-Katanga n'a que peu varié au cours de ces dernières années.

Toutefois, on remarque que la production de 1960, avait atteint 302.000 tonnes en progression de 20.000 tonnes sur 1959. La Direction de la société prévoyait un accroissement annuel d'environ 10.000 tonnes, soit 310.000 tonnes pour 1961 et 320.000 pour 1962.

En réalité, ces productions n'ont été que de 295.000 et 296.000 tonnes respectivement, du fait des événements. Cependant, de toute façon, ces productions n'auraient pu être plus élevées, car le comité régulateur des producteurs de cuivre avait imposé à l'Union Minière un quota de réduction.

C'est ainsi que pour 1963, le quota de réduction étant de 15%, pour une capacité de production de 330.000 tonnes, on peut prévoir que l'Union Minière produira 285.000 tonnes, sauf événements imprévus.

B. - La courbe de production du diamant présente une brusque chute de 3.500.000 carats, de 1961 à 1962. Ceci n'est pas dû uniquement à la disparition de la Forminière, mais surtout à l'action d'un comité régulateur du marché du diamant.

La "Diamond Corporation" de Londres (de Beers) a imposé cette réduction à la MIBA, par suite de la mévente du diamant. Le marché est inondé par le commerce clandestin, qui échappe à son contrôle. C'est ainsi qu'en janvier 1963, la MIBA signale qu'elle n'a pu commercialiser que 500.000 carats sur une production de 1.200.000 carats.

Nous savons de source certaine qu'il a eu à Brazzaville jusqu'à 16 bureaux d'achat de diamants de contrebande. Durant le 1er semestre de 1962, la République du Congo (Brazzaville) a exporté pour 1 milliard 400 millions de francs CFA de diamants, et c'est l'exportation principale, venant avant les bois. Pour un pays qui n'a pas de mines de diamant, c'est pour le moins extraordinaire.



On estime à 7 millions de carats par année, les diamants qui s'échappent du Congo et nous avons, déjà en 1961, attiré l'attention sur la nécessité de créer sur place des bureaux d'achat capables de concurrencer ceux de Brazzaville. Tant que l'on ne se décidera pas à le faire, la fuite de ces ressources minières continuera, car la police des mines est incapable de surveiller des territoires et des frontières aussi étendus.

Une autre raison qui aurait pu concourir à la baisse de la production des diamants est que la MIBA, visiblement, avait poussé sa production en 1961, en exploitant les parties les plus riches de ses gisements. Elles n'auraient pu maintenir ce rythme de 18 millions de carats dans les conditions actuelles et aurait dû revenir tôt ou tard à une exploitation plus rationnelle.

C. - La courbe de production de la cassitérite, décroissante de 1959 à 1961, est remontée en 1962. Ceci est dû uniquement à la remise en activité de la Géomines, qui avait dû fermer ses chantiers à plusieurs reprises, par suite d'hostilités dans le Nord-Katanga. Ceci a pu se faire grâce à l'ONUC qui a organisé un pont aérien pour assurer les approvisionnements des mines et a maintenu la sécurité dans la région de Manono, à peu près encerclée par la gendarmerie katangaise.

Le marché de l'étain est particulièrement vulnérable. Les prix qui avaient atteint 950 livres st. la tonne au milieu de 1961 sont redescendus actuellement à 854-855, sous la menace de la mise sur le marché de 50.000 tonnes des stocks de guerre américains. Un accord est heureusement intervenu, car une baisse importante aurait été fatale à plusieurs producteurs congolais.

Pour le moment la production n'est pas limitée par des quotas, car celle du Congo est encore très inférieure à celle de 1959 et des années qui ont précédé.

D. - L'or par contre a subi une baisse de production inquiétante et continue depuis 1959, et l'industrie aurifère congolaise est sérieusement menacée, si l'on ne prend pas des mesures monétaires d'urgence.

Les mines de Kilo-Moto, quoique fort riches et importantes, subissent une baisse de production d'année en année, faute de techniciens et de matériel de rechange. Cobelmin a dû fermer sa mine de Namoya et n'est plus producteur d'or. La mine de Kamituga, appartenant à la Minière des Grands Lacs, marche difficilement. Les exploitations clandestines et la contrebande de l'or, quoique peu importantes comparées à celles du diamant, sévissent dans quelques régions.

E. - En ce qui concerne la valeur de réalisation de la production minière, le Département des Mines a calculé que pour 1961, elle atteignait la somme de 15.513.645.000 francs belges, soit environ 310 millions de dollars. Elle n'a pu encore être établie pour 1962.

Sur ces 310 millions de dollars, l'Union Minière du Haut-Katanga a produit 240 millions, et la MIBA 40 millions environ. Ces deux sociétés étant en dissidence jusqu'à une date récente, leur situation prospère n'a guère profité au Gouvernement Central et à l'ensemble du pays.



La valeur de réalisation de la production minière pour 1960 a été de 16.601.611.000 francs belges, soit 332 millions de dollars environ. La valeur pour 1959, de 15.760.000.000 francs belges, soit 315 millions de dollars.

F. - En résumé, la production minière congolaise se maintient à un niveau élevé et constitue, de beaucoup, le principal élément de l'économie de ce pays. Certains secteurs toutefois, cassitérite et, surtout, or sont menacés, si des mesures monétaires équitables n'interviennent pas.

Un point toutefois est à signaler à nouveau, c'est que l'on tire actuellement du sol congolais des richesses minières, sans contrepartie, car les prospections sont abandonnées à peu près partout. Cette méthode est condamnable, surtout pour les sociétés minières dont la situation est prospère et qui devraient consacrer, comme c'est l'usage partout, au moins 10% de la valeur des minerais extraits, aux recherches de gisements nouveaux et au développement des mines déjà découvertes.

Il est à souhaiter que les services officiels prennent enfin une décision dans ce sens, même si les réserves de minerai sont suffisantes pour assurer une exploitation pendant dix ans. C'est le principe essentiel d'une saine économie minière.



PRODUCTION MINIERE DU CONGO ( 1959 - 1960 - 1961 - 1962 )

Chaque unité correspond à : 1.000.000 de carats pour le diamant  
20.000 tonnes pour le cuivre  
1.000 tonnes pour la cassitérite  
1.000 kilos pour l'or.





BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

→ 70-01 ER  
Le 20 décembre 1962.

MEMORANDUM

*File  
nu  
2312*

A : M. le Chef du Bureau de Coordination Economique,  
s/c de M. HABIB AHMED, Chef des Opérations Civiles de l'ONUC.  
De : E. MOLLY, conseiller principal des mines.  
Objet : Situation des exploitations de KILO-MOTO et de COBELMIN.

Nous avons l'honneur de vous signaler la situation particulièrement inquiétante de deux compagnies minières dont les productions sont en baisse constante depuis l'Indépendance.

Si des mesures urgentes ne sont pas prises à brève échéance, on peut s'attendre à les voir disparaître dans un très proche avenir. Il s'agit de la Société des Mines d'Or de KILO-MOTO et de la Société COBELMIN qui exploite l'étain au Kivu/Maniema.

Ces Sociétés nous ont remis récemment deux mémoires exposant leur situation et les mesures qui selon eux pourraient enrayer leur chute.

1° - KILO-MOTO. Cette société est en majeure partie propriété de l'Etat Congolais. Depuis 1926, elle exploite l'or industriellement dans les régions de Bunia et de Watsa, sur une concession de 80.000 km<sup>2</sup> qui constitue l'apport de l'Etat et fait partie du capital.

Depuis bientôt trois ans, sa production ne cesse de décroître et l'on est proche du moment où l'on sera obligé de fermer les exploitations, avec toutes les conséquences qui en découlent : chômage de 6000 travailleurs, avec leur famille (en tout 24.144 personnes en 1961), perte d'une importante source de devises pour le Gouvernement, fermeture des hôpitaux et des écoles entretenus par les mines, trouble sociaux, etc.

La production de Kilo-Moto a suivi la courbe suivante :

1959 =	6851	kilos d'or fin	
1960 =	5935	"	"
1961 =	5041	"	"
1962 =	4500	"	" (environ)

Le total de la production de janvier à septembre 1962 a été de 5508 kilos, et l'on peut attendre 1000 kilos environ pour le dernier trimestre.



D'après le mémoire de Kilo-Moto que vous trouverez ci-joint, il semblerait que la cause principale de la baisse de production des exploitations, réside dans l'insuffisance des approvisionnements (licences d'importation) et des devises mises à la disposition de la société. C'est d'ailleurs ce que j'avais pu constater sur place, lors de mon inspection des exploitations et des usines, en mars 1962.

L'affaire est saine, les réserves de minéral riche sont importantes, et seule la pénurie de moyens de paiement en devises et ses conséquences, font périliter les exploitations.

On sait que depuis le 1er septembre 1962, le régime financier en application est le suivant :

- a/ - Quota de 20% en devises sur le produit des ventes et des devises intégralement rapatriées.
- b/ - Licences d'importation, pour autant que le Conseil Monétaire ait la possibilité de fixer mensuellement des quotas, à répartir par le Ministère des Affaires Economiques.

C'est essentiellement cette attribution des licences d'importations qui est irrégulière et aléatoire.

Afin de pouvoir assurer une marche normale des exploitations et enrayer la baisse continue de sa production, KILO-MOTO aurait besoin :

- a/ du quota de 20% déjà cité.
- b/ de licences d'importation pour un montant mensuel de 5.000.000 de frs B.
- c/ d'un crédit spécial d'équipement de 21.000.000 frs B. pour l'année 1963, dont la justification est indiquée dans son mémoire ci-joint.
- d/ d'un crédit de 11.000.000 de frs B. pour l'engagement de 27 techniciens nécessaires pour compléter ses cadres à 90 unités.

A noter que la valeur de sa production 1961 (celle de 1962 ne sera connue qu'en janvier prochain), a été pour 5041 kilos, de 284.500.000 frs B.

On constate que même si l'on accordait à KILO-MOTO l'intégralité de ses demandes, il resterait un pourcentage important des devises produites, à la disposition du Gouvernement.

Par contre, s'il est impossible de lui accorder des moyens suffisants et que la société se trouve obligée de fermer ses exploitations, ce sera non seulement la perte d'une source de devises, mais aussi d'un capital important représenté par la part de l'Etat dans cette société. Ceci est une constatation, et non une critique de ce qui a été fait ou de ce qui n'a pas été fait antérieurement.



2° - COBELMIN. Cette société, créée en 1933, exploite pour le compte de quatre commettants, des gisements de cassitérite, columbo-tantalite et wolframite au Maniema. Ses exploitations d'or sont fermées.

De toutes les sociétés minières du Kivu/Maniema, elle fut la plus durement touchée par les événements, ses mines de Kailo et Kampene étant à proximité de Kindu, et sa mine d'or de Namoya ayant dû être fermée en avril 1961 car elle se trouvait en zone d'insécurité proche de la limite du Kivu et du Katanga.

Plusieurs exploitations de cassitérite ont dû être évacuées temporairement par leur personnel, et la production de Cobelmin est en baisse continue. Son directeur m'a montré récemment à Bukavu des chiffres de prévisions pour 1963 à la limite de la rentabilité, et la possibilité d'une fermeture des exploitations au cours des prochains mois n'est pas exclue.

Les productions de COBELMIN ont été les suivantes :

	<u>cassitérite</u>	<u>or fin</u>	<u>columbo-tantalite</u>	<u>wolframite</u>
1959 =	3621 tonnes	1.054 kilos	63 tonnes	204 tonnes
1960 =	3110 "	935 "	47 "	315 "
1961 =	2554 "	132 "	20 "	234 "
1962 =	2300 "(environ)	néant	?	?

Les productions pour les 9 premiers mois de 1962 ont été de 1723 tonnes de cassitérite, et l'on peut escompter 600 tonnes supplémentaires pour le dernier trimestre de 1962.

D'après le memorandum ci-joint, présenté par Cobelmin fin novembre, le montant des ~~anciens~~ licences demandées depuis le 1er janvier 1962 était de 26.870.000 frs, sur lesquelles un montant de 8.617.000 frs seulement lui aurait été accordé. Pour novembre et décembre 1962, elle n'aurait reçu que 900.000 frs, quota tout à fait insuffisant pour rattraper le retard considérable de ses approvisionnements, qui est actuellement de 11.493.298 frs

En 1959, la valeur de la production de COBELMIN (cassitérite et or) atteignait 330.000.000 de frs B. En 1962, cette valeur ne dépassera probablement pas 180.000.000 de frs B; et l'on prévoit une nouvelle diminution en 1963.

#### CONCLUSIONS.

Le cas des deux sociétés indiquées ci-dessus n'est pas particulier, car toutes les sociétés minières (sauf celles du Sud-Katanga et du Sud-Kasai) voient leur situation s'aggraver par suite de pénurie de licences d'importations. On peut prévoir la disparition de plusieurs d'entre elles, si le régime qui leur est appliqué actuellement n'est pas promptement révisé.



Nous connaissons la pénurie actuelle de devises et les difficultés que rencontrent les organismes officiels chargés de leur répartition.

Toutefois, la baisse de productions minières, particulièrement celles de KILO-MOTO et de COBELMIN, est un fait grave qui justifie une nouvelle étude de la situation de ces exploitations et des mesures adéquates pour éviter leur disparition.

Léopoldville, le 20 décembre 1962.

~~2 annexes~~



# ROUTING SLIP

TO

*M Ahmed  
Chf Op. Airls*

APPROVAL

NOTE AND RETURN

SEE ME, PLEASE

YOUR COMMENTS

YOUR SIGNATURE

YOUR INFORMATION

NOTE AND FILE

FOR ACTION

*Confidential*

DATE

FROM

*20/11/62*

*Molly*





Confidentiel

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Le 20 Novembre 1962

M E M O R A N D U M

A : M. HABIB AHMED, Chef des Opérations Civiles.

De : E. MOLLY, Chef de la section des mines.

Objet : UNION MINIERE DU HAUT-KATANGA ET SECESSION KATANGAISE.

La presse congolaise du 19 novembre 1962, fait état de divers plans d'action militaire qu'envisagerait l'O N U pour mettre fin à la sécession du Katanga, et amener le Gouvernement Tshombé à verser au Gouvernement Central, une part équitable des revenus qu'elle tire de l'Union Minière du Haut-Katanga, ce qui allègerait les charges écrasantes de l'O N U C.

J'ignore si l'information est exacte, et pour le moment je me borne à signaler que les taxes de sortie des produits miniers ne représentaient qu'une petite partie des revenus que l'Etat Belge et le Gouvernement Général de la Colonie tiraient des mines avant l'Indépendance.

En effet la plupart des compagnies minières du Congo ont un statut particulier suivant lequel les redevances usuelles ont été remplacées autrefois par la cession gratuite à l'Etat d'actions libérées, lui assurant une participation jamais inférieure au tiers des bénéfices et pouvant même atteindre la moitié." (M. LOUVEAU)

Nous avons déjà attiré l'attention sur ces statuts particuliers et nous nous proposons de les faire étudier par l'un de nos experts. En 1961 déjà, mon prédécesseur à la Section des Mines, M. SCHWARTZ disait dans un rapport du 2 juin : " Je voudrais souligner qu'un certain nombre de problèmes qui touchent l'industrie minière au Congo n'ont pu encore être résolus entre les Gouvernements du Congo et de la Belgique. Je pense au portefeuille des titres des compagnies minières que détient le gouvernement ainsi que du régime fiscal des entreprises dont l'activité s'exerce au Congo. "

Pour conclure, nous signalons que les principales sources de revenus miniers ne se trouvent pas au Katanga (taxes de sortie - impôts locaux), mais à Bruxelles (portefeuille), et qu'une action diplomatique pour exiger le règlement du contentieux belgo-congolais serait peut-être plus rémunérateur qu'une action militaire hasardeuse.



# ROUTING SLIP

TO

*M. Ahmed  
Chf. op. a/c*

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

DATE

FROM

*15/11/1962*

*M. Ahmed*





BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Le 15 novembre 1962

M E M O R A N D U M

A : M. S. HABIB AHMED, Chef des Opérations Civiles.  
De : Emile MOLLY, Conseiller princ. section mines.  
Objet : Recrutement de 4 experts pour les Mines.

*Previous  
Papers  
please*

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre memorandum du 8 novembre et la note du 30 octobre de New-York.

Je me demande en lisant cette note si les descriptions de postes pour deux chimistes, un électronicien et un hydrologue, ont bien été reçues à New-York, et examinées, car elles donnent toutes les précisions nécessaires relatives aux qualifications et aux tâches à accomplir par les experts demandés.

On peut en effet difficilement qualifier de vagues et insuffisantes pour le recrutement des experts, ces descriptions dont je vous envoie ci-joint une nouvelle copie.

Voici d'autre part les réponses aux questions posées dans votre memorandum du 8 novembre. Ces questions ont déjà pour la plupart été traitées dans d'autres notes, ou verbalement au moment de la discussion des projets. Je les résume ci-dessous :

Chimistes.

Les laboratoires auxquels les chimistes seront affectés ont été créés autrefois pour le Service géologique du Congo Belge, les uns à Léopoldville, les autres à Bukavu (Kivu). Ils fonctionnaient avec un personnel recruté et payé par le Gouvernement Général de la Colonie. Leur fonction était de participer à la recherche scientifique et de travailler en collaboration avec les géologues et les ingénieurs des mines du Gouvernement. Accessoirement, ils pouvaient aussi effectuer des analyses, contre paiement, pour des organismes privés.

Ces laboratoires pourraient rendre actuellement les mêmes services qu'autrefois, mais les effectifs de géologues et ingénieurs des mines étant très réduits, un chimiste pour Léopoldville et un pour Bukavu seraient suffisants pour le moment. Par la suite, si l'effectif de ces ingénieurs pouvait être augmenté, on devrait également prévoir des chimistes supplémentaires.



Depuis l'Indépendance, les laboratoires du Service Géologique dépendent du Département de la Géologie, au Ministère des Terres, Mines et Energie. Ils ont un directeur congolais, M. DEMBE, et un personnel africain assez nombreux, dont les fonctions sont surtout administratives.

Ces installations, décrites dans une note du 6 août 1961, sont remarquablement bien équipées, mais ne fonctionnent qu'au ralenti. Il n'y avait en 1961 que 8 techniciens européens, au lieu de 50 environ pour l'effectif normal. Actuellement, il n'y a plus que deux géologues du Gouvernement, et 1 chimiste qui n'a pas pris de congé depuis 7 ans.

Une demande d'assistance technique pour le recrutement de 46 experts européens avait été déposée le 21 juin 1961, auprès de l'ONUC, et le 15 août nous avons déposé un avant-projet de réorganisation qui comportait 29 européens et 31 africains.

Cet avant-projet dû être abandonné, car il dépassait les possibilités financières du "Congo Fund", et dans le projet 70-01, déposé et accepté fin octobre 1961, ne figuraient plus que les 2 chimistes et 1 électroniciens demandés en première urgence par le Ministère et dont il est question ici, ainsi que 1 hydrologue, 3 géologues et 5 ingénieurs des mines, soit 12 experts, en plus du conseiller principal déjà sur place.

Indépendamment de la conservation des installations de l'ancien Service géologique, et de la collaboration à apporter aux géologues et ingénieurs des mines, le rôle des chimistes, serait de maintenir des organismes scientifiques qui risquent de disparaître. Tous les nouveaux états indépendants d'Afrique ont maintenu et souvent développé leurs services miniers ou géologiques, et le Gouvernement Central Congolais souhaite certainement qu'il en soit de même pour son bon renom. On reprocherait très probablement à l'ONUC de ne pas avoir fait l'effort nécessaire pour sauvegarder des organismes et des installations scientifiques dont l'intérêt n'est pas seulement matériel, mais aussi culturel.

#### Electronicien.

Ce qui a été dit ci-dessus pour les chimistes, s'applique également à l'électronicien, dont les laboratoires sont contigus de ceux des géologues, des minéralogistes, et des chimistes de l'ancien Service Géologique de Léopoldville, et qui sont appelés à collaborer ensemble.

#### Hydrologue.

Les services de cet expert sont d'autant plus urgents que le Département de l'Energie, au Ministère, ne possède actuellement aucun technicien, mais seulement des fonctionnaires administratifs congolais.



Avant l'Indépendance, il y avait dans ce service plusieurs spécialistes en Hydrologie et en Hydraulique, recrutés et payés par le Gouvernement General du Congo Belge.

L'hydrologue recruté par l'ONUC pourra disposer des installations de l'ancien Service géologique de Léopoldville et de la documentation qui s'y trouve. Il se pose au Congo une multitude de problèmes relatifs à l'eau, régime des crues, irrigation, projets de barrages pour l'agriculture ou la force hydraulique, etc. et un spécialiste pour ce Département ne sera pas de trop.





BOITE POSTALE 7245  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE ONUC. LEOPOLDVILLE

ASSISTANCE TECHNIQUE MINISTERE DES MINES.

Description de poste (Projet 70-01);

A/ - Ingénieurs-chimistes (1 poste à Léopoldville  
1 poste à Bukavu (Kivu)).

Les laboratoires de chimie de Léopoldville et de Bukavu, rattachés autrefois à la Direction des Mines et au Service géologique, sont actuellement à peu près abandonnés (1 technicien à Léopoldville et aucun à Bukavu). La garde du matériel d'une très grosse valeur a été confiée à des Congolais, mais les installations, pratiquement intactes, ne sont plus utilisées.

Les deux chimistes demandés auraient pour tâche de :

- Conseiller le Ministère pour la réorganisation de ces laboratoires.
- Remettre en activité les laboratoires.
- Former des aides-chimistes et des garçons de laboratoires congolais, en attendant que l'Ecole des Mines puisse fournir des techniciens plus qualifiés.
- Effectuer les analyses de minerais et de roches, qui pourraient être demandées par les experts mines et géologie de l'ONUC.
- Collaborer à toutes études géologiques ou minières, pour la partie chimique, notamment la géochimie.

Qualifications :

- Diplôme universitaire d'ingénieur-chimiste (chimie minérale et chimie analytique).
- Six ans minimum de pratique des analyses de minerais et de roches.
- Bonnes notions de géologie, et de géochimie.
- Connaissance de l'organisation et du fonctionnement de laboratoires d'analyse minérale, et de recherches, orientées vers les mines;
- Aptitude à travailler en pays tropicaux.
- Très bonne connaissance de la langue française.





BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC, LEOPOLDVILLE

ASSISTANCE TECHNIQUE MINISTERE DES MINES

Description de poste (Projet 70-01)

B/ - Ingénieur-électronicien (1 poste à Léopoldville)

Le Service géologique possède à Léopoldville des installations très complètes, et notamment des appareils électroniques de grande valeur, qui lui sont parvenus à la veille de l'Indépendance.

Ces appareils, à l'état de neuf, comprenant entre autres :

- 1 microscope électronique américain; grossissement 80.000 X.
- 2 appareils d'analyse à rayons X (X ray diffractometers, Philips et Bylag)
- 1 grand spectrographe et appareil de spectro-photographie.
- 2 compteurs électroniques pour les minéraux radioactifs, etc.

Actuellement, aucun technicien n'est capable d'en assurer le fonctionnement, ou même simplement l'entretien. L'utilité de ces instruments pour les laboratoires de recherches et d'analyse des minéraux est cependant incontestable. L'électronicien demandé aurait pour tâche :

- De vérifier et remettre en service ces appareils.
- De collaborer avec les laboratoires de chimie voisins
- D'effectuer pour les experts des mines ou géologue de l'ONUC, les analyses spéciales dont ils pourraient avoir besoin (spectrographie, minéraux radioactifs, analyses par rayons X, etc).
- Assurer la bonne conservation du matériel électronique.

Qualifications :

- Diplôme d'ingénieur-électronicien, ou à défaut, de technicien.
- Six ans, si possible, de pratique dans le maniement et l'entretien d'appareils électroniques.
- Connaissances pratiques de la petite mécanique de précision.
- Aptitude à travailler en pays tropicaux
- Très bonne connaissance de la langue française.





BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE ONUC LEOPOLDVILLE

ASSISTANCE TECHNIQUE MINISTERE DES MINES

Description de Poste (Projet 70-01)

C/ - Ingénieur-hydrologue (1 poste à Léopoldville).

Le Ministère des Mines comprend également un Département de l'Energie pour lequel il ne possède pas un seul technicien. C'est pourquoi un poste d'ingénieur-hydrologue a été demandé.

Cet ingénieur aurait à accomplir les tâches suivantes :

- Conseiller le Ministère pour son Département de l'Energie.
- Examiner tous les problèmes relatifs à l'eau, alimentation, irrigation, projets de barrages, etc.
- Faire des tournées d'inspection dans l'intérieur du pays pour le département intéressé.
- Former quelques auxiliaires, en attendant que l'Ecole des Mines puisse fournir des techniciens congolais plus qualifiés.
- Etablir pour le Ministère des avant-projets relatifs à l'hydrologie et à l'hydraulique.

Qualifications :

- Diplôme universitaire d'ingénieur hydrologue. Le diplôme d'ingénieur-hydraulicien serait également souhaitable.
- Six ans de pratique en hydrologie ou en hydraulique
- Fortes connaissances géologiques et pratique du terrain.
- Aptitude à travailler en pays tropicaux.
- Très bonne connaissance de la langue française.



## ROUTING SLIP

TO

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

DATE

FROM



ORGANISATION DES NATIONS  
UNIES AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC, LEOPOLDVILLE

70-01-ER

14 November 1962

To : Mr. S.H. Ahmed, Chief of Civilian  
Operations

From : J. Ribó Cebrián, Programme Officer

...

Please find attached hereto the  
reports concerning Project 70-01 and  
70-02.

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'J. Ribó Cebrián', written over a horizontal line.



6 décembre 1961

Note concernant les mines du Katanga.

La situation au Katanga appelle des mesures de protection urgentes pour les exploitations minières et pour le personnel qui en assure la marche. La fermeture des mines ou leur sabotage provoquerait un véritable désastre économique, car celle-ci constituent la principale source de devises non seulement du Katanga, mais du Congo. (Statistique de production de l'Union minière du Haut-Katanga).

30 décembre 1961

Note sur les routes du Kivu-Maniema.

Le problème des routes est un des plus graves, selon le rapport, rien n'a été fait depuis le passage de M. Molly en octobre dernier. Des secteurs miniers sont coupés du monde extérieur, (bacs emportés, ponts endommagés), non seulement les minerais ne peuvent plus être évacués mais le ravitaillement des travailleurs n'arrive plus.

La fermeture des mines signifierait pour l'économie de la Province du Kivu une perte en devises que l'on peut estimer à environ 1 million de dollars par mois. La fermeture des mines du Kivu-Maniema aurait pour conséquence de réduire au chômage plus de 20,000 familles de travailleurs de la région. Autre conséquence serait la fermeture des hôpitaux.

Des mesures efficaces et surtout rapides doivent être prises. (Après ce qui précède, il y a une description des routes).

6 janvier 1962

Note sur mission à Elisabethville

1. Le problème le plus important était la remise en marche des usines de la Lubumbashi, arrêtées depuis environ un mois.

Pour permettre l'arrivée des wagons de minerais en provenance de Kipushi, situé sur la frontière rhodésienne et occupé par des troupes hostiles à l'ONUC, il était indispensable qu'un contrôle sévère soit institué et que l'occupation de l'usine soit renforcée.

Un autre problème était de laisser transiter les wagons de concentré de zinc destinés à la Sogechim de Jadotville.

Les mesures adoptées auront une répercussion politique non négligeable. L'occupation totale de la Lubumbashi, avec l'accord de l'UMHK, aura pour conséquence que celle-ci, au lieu de soutenir les mercenaires et les gendarmes katangais, fera au contraire tout pour prévenir une attaque sur ses installations qui risqueraient fort d'être détruites.

17 février 1962

Note sur une conférence avec les représentants des Mines de Kilo-Moto.

Le 15 février, eu lieu une conférence au Ministère des Mines et de l'Energie avec cinq représentants de Kilo-Moto.

Les problèmes les plus importants soulevés par Kilo-Moto ont été les suivants:

1.- La production des mines a accusé pour l'année 1961 une baisse qui s'est manifestée particulièrement au cours du second semestre; les raisons de cette baisse sont -

a) approvisionnements - en temps normal, la société dépense 150 millions pour ses approvisionnements, explosifs, pièces de rechange, produits chimiques, etc.

En 1961, elle n'a pu recevoir que pour 5 millions.

b) transport routier - ce problème est double car il concerne d'une part les véhicules et d'autre part les routes. Le parc automobile de Kilo-Moto en temps normal est



200 camions et véhicules divers. Il n'y en a plus que 80, dans un état médiocre. L'état des routes est déplorable faute d'entretien ou par suite de travaux effectués par des gens incompetents.

c) Effectifs: les effectifs de main d'oeuvre congolaise ont peu changé, par contre en ce qui concerne l'effectif des techniciens européens, la situation est grave; il est de 58 contre 220 en moyenne autrefois. Kilo-Moto aurait besoin de faire venir de 30 à 35 spécialistes qui sont indispensables.

12 avril 1962

Rapport sur les exploitations aurifères de Kilo-Moto.

A la demande du Ministère des Mines et de l'Energie, on a effectué du 17 au 26 mars, une tournée d'inspection aux mines de Kilo-Moto. La discussion qui suivit se concentra sur la situation géographique, géologie générale, minéralisation, description des mines, etc. pour en arriver aux conclusions:

Il existe actuellement un certain nombre de handicaps, le plus grave étant la pénurie des cadres européens qui sont actuellement 51 au lieu de 220 il y a deux ans. La seconde difficulté est celle des approvisionnements et de la lenteur des transports qui rendent parfois la durée de validité des licences insuffisante. Insuffisance de pièces de rechange et mauvais état des routes.

28 avril 1962

Situation actuelle de l'industrie minière au Congo.

Un exposé est donné des productions pour l'année 1961 de toutes les mines du Congo.

Deux remarques s'imposent:

- a) Certaines sociétés ont réussi à maintenir ou à développer leur production en exploitant des parties de leurs gisements, sinon les plus riches, du moins les plus faciles, pour compenser la pénurie de cadres qualifiés.
- b) La production minière actuelle n'est plus compensée comme autrefois par la mise à vue de nouvelles réserves de minerai et la découverte de nouveaux gisements. Les réserves de minerai "à vue" s'amenuisent dangereusement dans plusieurs exploitations. Il est donc grand temps que l'on trouve une solution à ce problème.

8 juin 1962

Rapport sur les exploitations stannifères de la Géomines

Inspection des exploitations à la demande du Ministre des Mines et de l'Energie, au cours d'une tournée du 18 au 26 mai 1962, qui s'est poursuivie à Albertville et Bukavu.

Après l'indépendance de graves événements se produisirent à Manono qui obligèrent la société à suspendre son activité du 15 septembre 1960 au mois d'avril 1961 (destructions considérables). Le 6 décembre 1961, nouvel arrêt total, à la suite des combats de Manono et des destructions opérées par le Balubakat. En février 1962, reprise de l'exploitation.

Explication de la situation géographique, géologie générale, minéralisation, gisements, description des mines, sources d'énergie, sécurité et services sociaux, situation économique, statistiques de production annuelle depuis 1955 et finalement conclusions.

Le problème le plus grave actuellement est celui des approvisionnements et des transports qui sont assurés par un pont aérien de l'ONUC. On peut espérer que vers fin juin le trafic reprendra par Kabalo et que la route d'Albertville sera réouverte.

Le ravitaillement des travailleurs pose aussi un problème difficile car la région de Manono est pauvre en vivres et le ravitaillement venait autrefois de la région de Baudoinville, actuellement occupée par les Katangais.



La question des attributions de devises et de licences d'importation est aussi aigüe que pour les autres compagnies minières du Congo.

15 juin 1962

Note sur les possibilités d'extension de l'Ecole des Mines.

Le but de la future Ecole des Mines est comme suit:

1. Fournir des cadres techniques aux organismes officiels.
2. Fournir des cadres africains à l'industrie minière privée.
3. Préparer des techniciens qui pourraient accéder aux grandes écoles étrangères pour l'obtention du diplôme régulier d'ingénieur civil des mines ou géologue.

Ce programme fut approuvé par le Ministre des Mines et de l'Energie, par les délégués de l'ONU de New York et les chefs d'entreprises minières qui ont accepté d'organiser les stages pratiques dans les mines, prévus à la fin des études.

a) Le Ministère des Mines et de l'Energie a un effectif normal de 50, sur lesquels 30 devraient être des techniciens.

Il est prévu d'ouvrir des bureaux miniers locaux dans chaque province. On peut compter 30 bureaux ayant chacun un effectif de 5, dont trois techniciens. On peut donc prévoir pour le Ministère et ses annexes, 120 techniciens à former.

b) Dans le secteur privé la demande en techniciens pour les mines n'est pas moins forte.

C'est pour combler cette lacune et pour donner aux cadres africains des bases théoriques et une culture suffisante pour leur permettre d'affronter des responsabilités que l'Ecole des Mines aura un rôle capital à jouer.

Actuellement, le déficit en techniciens pour les mines est d'environ 600.

10 juillet 1962

Rapport sur les exploitations diamantifères de Bakwanga.

Le rapport se réfère à une tournée d'inspection et d'information aux mines de diamant du Bakwanga.

La situation politique a des répercussions sur la Société Minière. La conséquence la plus directe est que toute la production minière (18 millions de carats par an, soit le 2/3 de la production mondiale) est contrôlée par le gouvernement local, et est exportée directement de Bakwanga par avion. La suite est une discussion de la situation géographique, de géologie générale, de minéralisation, de prospection, de gisements, une description des mines, des sources d'énergie, de la sécurité et des services sociaux, statistiques de production annuelle depuis 1957.

12 juillet 1962

Rapport sur la situation actuelle des mines.

Il est demandé de porter à la connaissance du Conseil Monétaire la situation actuellement alarmante des exploitations minières qui se trouvent dans les territoires contrôlés par le Gouvernement central. La raréfaction des licences d'importation et l'insuffisance des quotas en devises pour assurer une marche normale des exploitations.

On arrive maintenant à la cote d'alerte car l'approvisionnement ne permet plus d'étaler la consommation (pièces de rechange, explosifs, etc.) et les magasins se vident.



Le cas de Kilo-Moto est grave. Dans un nouveau mémo daté du 4 juillet adressé au Conseil Monétaire, elle expose en détail une situation de plus en plus alarmante, et l'obligation de fermer ses exploitations prochainement si aucune mesure n'intervient. (Dans le rapport est exposé le cas de chaque société minière).

22 septembre 1962

Evolution de la situation minière générale n'a pas notablement changé depuis 1959, la diminution enregistrée pour les mines du Nord-Katanga, du Nord-Kasai, du Kivu et de l'Orientale étant compensée par l'augmentation notée au Sud-Katanga et au Sud-Kasai. Les problèmes miniers sont étroitement liés à des problèmes politiques, dont l'urgence n'échappe à personne.

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized, cursive script that is difficult to decipher. It appears to be a personal or official signature.



6 décembre 1961

Note concernant les mines du Katanga.

La situation au Katanga appelle des mesures de protection urgentes pour les exploitations minières et pour le personnel qui en assure la marche. La fermeture des mines ou leur sabotage provoquerait un véritable désastre économique, car celle-ci constituent la principale source de devises non seulement du Katanga, mais du Congo. (Statistique de production de l'Union minière du Haut-Katanga).

30 décembre 1961

Note sur les routes du Kivu-Maniema.

Le problème des routes est un des plus graves, selon le rapport, rien n'a été fait depuis le passage de M. Molly en octobre dernier. Des secteurs miniers sont coupés du monde extérieur, (bacs emportés, ponts endommagés), non seulement les minerais ne peuvent plus être évacués mais le ravitaillement des travailleurs n'arrive plus.

La fermeture des mines signifierait pour l'économie de la Province du Kivu une perte en devises que l'on peut estimer à environ 1 million de dollars par mois. La fermeture des mines du Kivu-Maniema aurait pour conséquence de réduire au chômage plus de 20,000 familles de travailleurs de la région. Autre conséquence serait la fermeture des hôpitaux.

Des mesures efficaces et surtout rapides doivent être prises. (Après ce qui précède, il y a une description des routes).

6 janvier 1962

Note sur mission à Elisabethville

1. Le problème le plus important était la remise en marche des usines de la Lubumbashi, arrêtées depuis environ un mois.

Pour permettre l'arrivée des wagons de minerais en provenance de Kipushi, situé sur la frontière rhodésienne et occupé par des troupes hostiles à l'ONUC, il était indispensable qu'un contrôle sévère soit institué et que l'occupation de l'usine soit renforcée.

Un autre problème était de laisser transiter les wagons de concentré de zinc destinés à la Sogechim de Jadotville.

Les mesures adoptées auront une répercussion politique non négligeable. L'occupation totale de la Lubumbashi, avec l'accord de l'UNGER, aura pour conséquence que celle-ci, au lieu de soutenir les mercenaires et les gendarmes katangais, fera au contraire tout pour prévenir une attaque sur ses installations qui risqueraient fort d'être détruites.

17 février 1962

Note sur une conférence avec les représentants des Mines de Kilo-Moto.

Le 15 février, eu lieu une conférence au Ministère des Mines et de l'Energie avec cinq représentants de Kilo-Moto.

Les problèmes les plus importants soulevés par Kilo-Moto ont été les suivants:

1.- La production des mines a accusé pour l'année 1961 une baisse qui s'est manifestée particulièrement au cours du second semestre; les raisons de cette baisse sont -

a) approvisionnements - en temps normal, la société dépense 150 millions pour ses approvisionnements, explosifs, pièces de rechange, produits chimiques, etc. En 1961, elle n'a pu recevoir que pour 5 millions.

b) transport routier - ce problème est double car il concerne d'une part les véhicules et d'autre part les routes. Le parc automobile de Kilo-Moto en temps normal est



200 camions et véhicules divers. Il n'y en a plus que 80, dans un état médiocre. L'état des routes est déplorable faute d'entretien ou par suite de travaux effectués par des gens incompetents.

c) Effectifs: les effectifs de main d'oeuvre congolaise ont peu changé, par contre en ce qui concerne l'effectif des techniciens européens, la situation est grave; il est de 58 contre 220 en moyenne autrefois. Kilo-Moto aurait besoin de faire venir de 30 à 35 spécialistes qui sont indispensables.

#### 12 avril 1962

Rapport sur les exploitations aurifères de Kilo-Moto.

A la demande du Ministère des Mines et de l'Energie, on a effectué du 17 au 26 mars, une tournée d'inspection aux mines de Kilo-Moto. La discussion qui suivit se concentra sur la situation géographique, géologie générale, minéralisation, description des mines, etc. pour en arriver aux conclusions:

Il existe actuellement un certain nombre de handicaps, le plus grave étant la pénurie des cadres européens qui sont actuellement 51 au lieu de 220 il y a deux ans. La seconde difficulté est celle des approvisionnements et de la lenteur des transports qui rendent parfois la durée de validité des licences insuffisante. Insuffisance de pièces de rechange et mauvais état des routes.

#### 28 avril 1962

Situation actuelle de l'industrie minière au Congo.

Un exposé est donné des productions pour l'année 1961 de toutes les mines du Congo.

Deux remarques s'imposent:

- a) Certaines sociétés ont réussi à maintenir ou à développer leur production en exploitant des parties de leurs gisements, sinon les plus riches, du moins les plus faciles, pour compenser la pénurie de cadres qualifiés.
- b) La production minière actuelle n'est plus compensée comme autrefois par la mise à vue de nouvelles réserves de minerai et la découverte de nouveau gisements. Les réserves de minerai "à vue" s'amenuisent dangereusement dans plusieurs exploitations. Il est donc grand temps que l'on trouve une solution à ce problème.

#### 8 juin 1962

Rapport sur les exploitations stannifères de la Géomines

Inspection des exploitations à la demande du Ministre des Mines et de l'Energie, au cours d'une tournée du 18 au 26 mai 1962, qui s'est poursuivie à Albertville et Bukavu.

Après l'indépendance de graves événements se produisirent à Manono qui obligèrent la société à suspendre son activité du 15 septembre 1960 au mois d'avril 1961 (destructions considérables). Le 6 décembre 1961, nouvel arrêt total, à la suite des combats de Manono et des destructions opérées par le Balubakat. En février 1962, reprise de l'exploitation.

Explication de la situation géographique, géologie générale, minéralisation, gisements, description des mines, sources d'énergie, sécurité et services sociaux, situation économique, statistiques de production annuelle depuis 1955 et finalement conclusions.

Le problème le plus grave actuellement est celui des approvisionnements et des transports qui sont assurés par un pont aérien de l'ONUC. On peut espérer que vers fin juin le trafic reprendra par Kabalo et que la route d'Albertville sera réouverte.

Le ravitaillement des travailleurs pose aussi un problème difficile car la région de Manono est pauvre en vivres et le ravitaillement venait autrefois de la région de Baudouville, actuellement occupée par les Katangais.



La question des attributions de devises et de licences d'importation est aussi aigüe que pour les autres compagnies minières du Congo.

15 juin 1962

Note sur les possibilités d'extension de l'Ecole des Mines.

Le but de la future Ecole des Mines est comme suit:

1. Fournir des cadres techniques aux organismes officiels.
2. Fournir des cadres africains à l'industrie minière privée.
3. Préparer des techniciens qui pourraient accéder aux grandes écoles étrangères pour l'obtention du diplôme régulier d'ingénieur civil des mines ou géologue.

Ce programme fut approuvé par le Ministre des Mines et de l'Energie, par les délégués de l'ONU de New York et les chefs d'entreprises minières qui ont accepté d'organiser les stages pratiques dans les mines, prévus à la fin des études.

a) Le Ministère des Mines et de l'Energie a un effectif normal de 50, sur lesquels 30 devraient être des techniciens.

Il est prévu d'ouvrir des bureaux miniers locaux dans chaque province. On peut compter 30 bureaux ayant chacun un effectif de 5, dont trois techniciens. On peut donc prévoir pour le Ministère et ses annexes, 120 techniciens à former.

b) Dans le secteur privé la demande en techniciens pour les mines n'est pas moins forte.

C'est pour combler cette lacune et pour donner aux cadres africains des bases théoriques et une culture suffisante pour leur permettre d'affronter des responsabilités que l'Ecole des Mines aura un rôle capital à jouer.

Actuellement, le déficit en techniciens pour les mines est d'environ 600.

10 juillet 1962

Rapport sur les exploitations diamantifères de Bakwanga.

Le rapport se réfère à une tournée d'inspection et d'information aux mines de diamant du Bakwanga.

La situation politique a des répercussions sur la Société Minière. La conséquence la plus directe est que toute la production minière (18 millions de carats par an, soit le 2/3 de la production mondiale) est contrôlée par le gouvernement local, et est exportée directement de Bakwanga par avion.

La suite est une discussion de la situation géographique, de géologie générale, de minéralisation, de prospection, de gisements, une description des mines, des sources d'énergie, de la sécurité et des services sociaux, statistiques de production annuelle depuis 1957.

12 juillet 1962

Rapport sur la situation actuelle des mines.

Il est demandé de porter à la connaissance du Conseil Monétaire la situation actuellement alarmante des exploitations minières qui se trouvent dans les territoires contrôlés par le Gouvernement central. La rareté des licences d'importation et l'insuffisance des quotas en devises pour assurer une marche normale des exploitations.

On arrive maintenant à la cote d'alerte car l'approvisionnement ne permet plus d'étaler la consommation (pièces de rechange, explosifs, etc.) et les magasins se vident.



Le cas de Kilo-Moto est grave. Dans un nouveau mémo daté du 4 juillet adressé au Conseil Monétaire, elle expose en détail une situation de plus en plus alarmante, et l'obligation de fermer ses exploitations prochainement si aucune mesure n'intervient. (Dans le rapport est exposé le cas de chaque société minière).

22 septembre 1962

Evolution de la situation minière générale n'a pas notablement changé depuis 1959, la diminution enregistrée pour les mines du Nord-Katanga, du Nord-Kasai, du Kivu et de l'Orientale étant compensée par l'augmentation notée au Sud-Katanga et au Sud-Kasai. Les problèmes miniers sont étroitement liés à des problèmes politiques, dont l'urgence n'échappe à personne.





BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Le 8 novembre 1962

M E M O R A N D U M

70-01 ER

A : M. S. HABIB AHMED, Chef des Opérations Civiles.  
De : Emile MOLLY, Conseiller principal section mines.  
Objet : Programme de travail proposé par M. Harald ROSS.

M. ROSS nous a été envoyé par le Gouvernement Norvégien pour préparer la tâche de M. Lindstrom, chargé de l'étude de la Législation Minière.

D'autre part, son expérience d'ingénieur des mines, et plus particulièrement ses fonctions actuelles d'inspecteur des mines auprès du Gouvernement Norvégien, nous engagent à utiliser ses connaissances dans des fonctions semblables au Congo.

Depuis l'Indépendance, l'inspection régulière des exploitations n'avait pu s'effectuer, faute de techniciens. Au cours de mon précédent séjour, j'ai dû procéder moi-même à l'inspection de la plupart des mines en activité (Sud-Katanga excepté), pour le compte du Ministère des Mines.

Il serait toutefois nécessaire qu'une inspection régulière soit effectuée périodiquement, tant pour veiller à la sécurité des mines qu'à l'application des lois et règlements en vigueur. Il serait même souhaitable que dans chaque secteur minier important, se trouve un ingénieur des mines qualifié, à la tête d'un "Bureau minier", à l'échelon local, comme il y en a dans la plupart des pays d'Afrique. L'inspecteur se trouverait alors en contact plus direct avec les mines de son secteur et avec les autorités locales.

Nous proposons donc pour M. ROSS le programme suivant :

- 1<sup>o</sup> - Etude des documents techniques et des rapports que nous possédons sur les mines du Congo, et étude de la Législation Minière et de la Police des Mines en vigueur.
- 2<sup>o</sup> - Après accord avec le Ministère des Mines, M. ROSS rejoindrait l'un des quatre grands secteurs miniers (Kibali-Ituri, Kivu-Maniema, Kasai et Nord-Katanga), pour y effectuer une inspection de chacune des exploitations en activité. L'inspection des chantiers de recherches et prospection sera du ressort du géologue qui travaillera en collaboration avec lui, dans le même secteur.



- 3<sup>o</sup> - M. ROSS établira ses rapports d'inspection pour chaque exploitation visitée, y compris les centrales hydrauliques ou thermiques qui en dépendent. Il fera part de ses observations, signalera les lacunes ou infractions, et fera toutes suggestions utiles en vue de l'amélioration de la production, de la condition des travailleurs, des méthodes d'exploitations, etc.
- 4<sup>o</sup> - Au cours de cette première tournée d'inspection, M. ROSS examinera avec les autorités locales, la possibilité d'établir un bureau minier pour le secteur considéré, et fera part de ses observations dans un rapport séparé.
- 5<sup>o</sup> - Cette tâche terminée, M. ROSS rejoindra Léopoldville pour y déposer ses rapports, les discuter et prendre de nouvelles instructions. Suivant les effectifs d'experts dont nous disposerons, il aura à visiter d'autres secteurs ou bien à retourner dans le même, si le principe des bureaux miniers à l'échelon local est adopté.
- 6<sup>o</sup> - Si comme il est prévu M. Lindstrom rejoint Léopoldville dans les premiers mois de 1963, M. ROSS aura à collaborer avec lui temporairement, pour les questions de Législation Minière, comme le Gouvernement Norvégien en a exprimé le désir.





CONFIDENTIEL

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC LEOPOLDVILLE

9 novembre 1962

A : M. S. HABIB AHMED, Chef des Opérations civiles  
De : E. MOLLY, Conseiller princ; section mines  
Objet : Intégration experts


Vous connaissez le brusque revirement d'hier, du Ministre des Mines à l'égard de VERTER.

Souhaitons que celui-ci soit sincère et durable, mais il est regrettable de constater que plus d'un mois a été nécessaire pour que le Ministre se décide à accorder ce que nous lui avions demandé le 26 septembre : un travail pour VERTER en rapport avec ses capacités et son expérience, et la possibilité de l'exécuter, c'est à dire libre accès à la documentation et archives du Ministère.

Le Ministre ne serait, paraît-il, plus hostile à l'Assistance technique de l'ONUC. Voyons comment sera traité ROSS avant de se prononcer.

S'il en est ainsi, il est semble-t-il inutile de modifier le programme de Ross, établi d'ailleurs en accord avec le Ministère, l'ONUC et le Gouvernement Norvégien il y a quelques mois.

Ce programme prévoit que ROSS préparera le travail de LINDSTROM chargé de l'étude de la Législation Minière. Lorsque sa tâche sera terminée auprès de Lindstrom, nous pourrons le proposer pour les inspections minières, car il est actuellement inspecteur des mines du Gouvernement norvégien.

A large, stylized handwritten signature in blue ink is located at the bottom right of the page.





BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE : ONUC, LEOPOLDVILLE

Le 26 septembre 1962.

M E M O R A N D U M

A : M. le Ministre des Terres, Mines et Energie.  
S.E. Monsieur Alexandre M A H A M B A.  
s/c de Monsieur K H I A R Y, Chef des Opérations Civiles.

De : Emile MOLLY, conseiller principal des mines.

Comme je vous l'ai exposé au cours de notre entretien du 19 septembre, le projet 70-01 fut déposé en octobre 1961 déjà, approuvé le mois suivant et les crédits (214.000 U.S.dollars pour l'année 1962) délégués.

Ce projet, approuvé par votre prédécesseur M. Edmond RUDAHINDWA et par le Gouvernement Central, comporte l'engagement de 12 ingénieurs spécialisés, pour aider le Ministère des Mines dans sa tâche, en qualité de conseillers techniques, soit :

- 5 ingénieurs des mines (dont 1 au moins spécialisé en législation et en économie minière).
- 3 ingénieurs géologues (mines et terrain).
- 1 ingénieur hydrologue.
- 1 ingénieur électronicien.
- 2 ingénieurs chimistes

12

Ce n'est que récemment que le projet 70-01 a eu commencement de réalisation par l'arrivée de M. VERTER que je vous ai présenté. Le recrutement a été particulièrement difficile, du fait que nous exigeons des candidats de tout premier ordre, diplômés de Grandes Ecoles, ayant une longue expérience pratique dans divers pays d'Outre-mer, connaissant bien le français et possédant des qualités humaines et un passé les rendant aptes à travailler au Congo.

Ces candidats ont été interviewés par des spécialistes des services de la Coopération technique de l'ONU, et nous avons étudié les dossiers avant de donner notre accord. Nous vous signalons qu'au moment de l'élaboration du projet 70-01, l'affectation des experts à des tâches déterminées a été longuement discutée et qu'il n'est plus possible de changer ces affectations, d'autant plus que les experts auront à rendre compte à la fois à l'ONUC et au Gouvernement Central, de l'exécution des tâches pour lesquelles ils ont été recrutés.

Voici un résumé des dossiers qui nous ont été soumis, et qui sont à votre disposition si vous le désirez :



1<sup>er</sup> - VERTER, Stephane, Français d'origine Arménienne, âgé de 62 ans  
Ingénieur de l'Ecole Supérieure des Mines de Saint-Etienne, il a pratiqué dans divers pays, et notamment en Grèce pour mines de plomb et de zinc, de 1949 à 1953. Il s'occupe ensuite de la commercialisation de ces produits.

De 1956 à 1958, VERTER est appelé auprès du Gouvernement de Haïti pour l'étude de l'économie et de la législation minière. De 1958 à 1959, il est à Cuba pour les mêmes fonctions. Ce sont ces deux derniers postes, où il a montré des qualités d'adaptation certaines qui nous ont engagé à le proposer pour une tâche particulièrement urgente et délicate, celle de l'étude, pour chaque compagnie minière, du régime des taxes et redevances qui lui est appliqué, ainsi que la participation de l'Etat, sous forme d'actions acquises gratuites.

En effet, avant l'indépendance, certaines compagnies minières rapportaient à l'Etat, annuellement, jusqu'à un tiers de la valeur des minerais extraits, en redevances diverses et en dividendes. Actuellement l'Etat ne touche plus qu'une faible partie de ces revenus, au grand détriment de son budget. Tôt ou tard, on peut s'attendre à ce que le Ministère des Mines soit appelé à fournir des précisions et des chiffres à ce sujet, et il lui sera d'un grand secours d'avoir en main une documentation sérieuse, établie par un expert impartial.

Pour accomplir sa tâche, VERTER aura besoin de la collaboration totale du Ministère et devra consulter librement les archives. Si celles-ci sont incomplètes, il sera précisément très utile d'en connaître les lacunes et d'y remédier au plus vite.

2<sup>e</sup> - LINDSTROM, Harry, Norvégien, âgé de 46 ans.

Ingénieur des Mines, il a en outre une bonne formation juridique. LINDSTROM a une longue expérience en Norvège et au Spitzberg. Depuis 1954, il appartient au Département des Mines, dont il est le chef actuellement. Le Gouvernement norvégien est disposé à nous le céder pour 6 mois, pour la législation minière où il est particulièrement compétent.

La réforme de la législation minière était l'une des tâches que s'était proposée le Ministère des Mines, car l'ancienne législation du Congo Belge, encore en application actuellement, n'est plus adaptée aux circonstances, notamment par suite de la disparition des grands organismes qui géraient la plus grande partie du patrimoine minier congolais, Comité Spécial du Katanga, Comité National du Kivu, etc.



3<sup>e</sup> - ROSS, Harald, Norvégien, âgé de 54 ans.

Ingénieur des mines, a une excellente expérience pratique dans les mines de Norvège et du Spitzberg où il a occupé des postes importants. ROSS s'est occupé en outre de projets hydro-électriques aux îles Feroë et en Yougoslavie et connaît particulièrement bien les questions d'équipements miniers.

Le Gouvernement norvégien nous a proposé ROSS pour seconder Lindstrom, et il arrivera trois mois avant lui (en octobre), pour préparer le travail. Toutefois lorsque ROSS aura terminé son travail auprès de Lindstrom, il pourra très utilement être affecté à l'inspection des mines et des ouvrages hydro-électriques.

4<sup>e</sup> - RICHARD, Roger, Français, âgé de 53 ans.

Diplômé de l'Ecole Nationale des Mines de Paris, il a une bonne expérience pratique des mines en pays tropicaux (Indo-Chine) et des recherches minières.

RICHARD semble tout indiqué pour l'inspection des mines ou pour être détaché le cas échéant dans une province. Ses connaissances pratiques et théoriques dans des domaines variés peuvent en faire un conseiller technique qualifié.

5<sup>e</sup> - LIDEN, Ragnar, Suédois, âgé de 53 ans.

Ingénieur des mines, LIDEN a une longue expérience pratique en Suède, en Turquie et en Ouganda. Il est qualifié pour les mêmes tâches que Richard, c'est à dire celles de conseiller technique et d'inspecteur des mines.

6<sup>e</sup> - BOULANGER, Jacques, Français, âgé de 37 ans.

Ingénieur géologue diplômé de Nancy, il a une bonne expérience de la géologie et des prospections en Afrique, car il a pratiqué en Côte d'Ivoire et au Gabon. Il pourrait être affecté à des recherches minières dans les provinces ou à l'inspection des chantiers de sondages et de prospection.



7<sup>e</sup> - BAUD, Louis, Français, âgé de 60 ans.

Ingénieur-géologue diplômé de l'Ecole de Géologie appliquée de Nancy, Baud a derrière lui une longue carrière de géologue en Afrique. Il débuta en 1925 au Katanga, puis passa en Indo-Chine. De 1930 à 1959, il pratiqua en Afrique Occidentale, puis au Gabon au Service géologique du Gouvernement. Malgré son âge, Baud est très dynamique et travaillait récemment dans les Alpes à haute altitude.

Baud semble particulièrement qualifié pour le poste de conseiller technique en géologie et prospection.

8<sup>e</sup> - MELIHERESIK, Stephen, Canadien d'origine Hongroise, 39 ans.

Ingénieur géologue d'une Université canadienne, il a travaillé dans les pays les plus variés, Canada, U S A, Guyanes, Brésil, Mozambique.

Son expérience du terrain le désigne pour les mêmes fonctions que Boulanger, recherches minières dans l'intérieur, ou inspection des chantiers de prospection.

Pour compléter le projet 70-01, il reste à recruter :

- 1 ingénieur hydrologue
- 2 ingénieurs chimistes
- 1 ingénieur électronicien

Pour ce dernier poste, un candidat s'est présenté, M. BUCHS, Armand, Suisse, âgé de 32 ans, qui semble très qualifié. Toutefois son dossier est encore à examiner par New-York.

Nous souhaitons, Monsieur le Ministre, que les renseignements que nous vous avons donnés ci-dessus, recevront de votre part une prompte approbation, ce qui nous permettra de donner à New-York, le signal du départ pour les experts proposés.





BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Le 8 novembre 1962.

MEMORANDUM

A : M. S. HABIB AHMED, Chef des Opérations Civiles.  
De : Emile MOLLY, conseiller principal Section Mines.  
Objet : Intégration de M. VERTER, au Ministère des Mines.



J'ai l'honneur de vous transmettre un memorandum de M. VERTER daté du 7 novembre 1962, au sujet de sa situation au Ministère des Mines.

Après deux mois de séjour au Congo, il ne semble pas avoir été réellement intégré dans son Ministère et ses capacités n'ont pas été utilisées comme elles le devraient. Placé dans un petit bureau hors du Ministère, il n'a aucun contact avec le Ministre et n'a pas accès à la documentation dont il aurait besoin pour son travail. Bien mieux, il lui est interdit d'aller à l'ancien Ministère des Mines et d'avoir aucun contact avec les autres experts (belges) qui eux, sont intégrés, disposent de bureaux individuels au Ministère, ont libre accès à la documentation et peuvent effectuer leur tâche sans aucune entrave.

On aurait pu penser qu'une situation aussi anormale, que je vous ai signalée à diverses reprises, ne serait que provisoire, et que finalement l'expert de l'ONUC serait intégré et disposerait des mêmes droits et devoirs que les experts belges.

Une légère détente s'est produite puisque pour la première fois on a transmis à M. VERTER, enfin un dossier à étudier en rapport avec ses connaissances d'économie minière. Il est cependant indispensable qu'il ne soit plus rélégué hors du Ministère, qu'il ait accès à la documentation pour pouvoir effectuer son travail, et dispose comme les autres experts européens d'un bureau avec téléphone au Ministère? Je suis persuadé que M. VERTER, en raison de son expérience, pourrait rendre d'immenses services dans le domaine de l'économie minière et notamment en examinant pour chaque production minière que nous connaissons, sa valeur réelle en fonction des cours des minerais et métaux, des frais de transport et de traitement, des taxes de sortie etc. Nous connaissons en effet fort bien le tonnage de la production minière, mais moins bien sa valeur qui varie en fonction des cours mondiaux. Nous nous bornons à suggérer ici une des activités qui pourrait être confiée à M. VERTER. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir exposer à M. le Ministre des Mines ce qui précède et lui demander que la situation des experts de l'ONUC, envoyés à la demande du Gouvernement Central, soit clarifiée, car d'autres experts sont attendus.

*W. Molly*





BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Le 7 novembre 1962

M E M O R A N D U M

A : Mr Habib AHMED, chef des Opérations civiles;  
De : Mr Stéphane VERTER, Expert des Mines.

Réengagé par New York par l'intermédiaire de leur bureau de Paris (services de Coopération technique de l'ONU) après approbations des services compétents de l'ONUC de Léopoldville pour une durée initiale d'un an, je suis arrivé dans la capitale congolaise au début de septembre 1962.

Mes attributions, en parfait accord avec le ministre de l'époque des Terres, Mines et Energie, ont été définies par MM. Khiary et Molly, à savoir : étudier les conventions actuellement en vigueur entre les Compagnies minières et le Gouvernement en attachant une attention particulière aux questions économiques des exploitations minières (productions et exportations), préparer et proposer, en tenant compte du changement de régime intervenu en 1960 par l'indépendance du pays, des modifications et améliorations possibles des revenus miniers ainsi que des modes de participation de l'Etat dans le contrôle des compagnies minières.

Installé provisoirement et en plein accord avec le ministre A. Mahamba dans un petit bureau de la Direction des Mines, j'ai, par la suite, été placé dans un autre bureau du secrétariat général du même ministère en qualité de conseiller technique pour réorganisation des bureaux et conseiller le Secrétaire général.

En ce qui concerne l'étude des Convention ci-dessus mentionnée, je n'ai pu obtenir les documents qui me sont nécessaires à cet effet d'où impossibilité pour moi d'entreprendre la



OPERATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

- 2 -

tâche qui m'avait été confiée par l'ONUC. Je le regrette d'autant plus qu'elle est particulièrement urgente et délicate. Pour bien faire ressortir l'importance de celle-ci, qu'il me soit permis de signaler que la valeur des minerais extraits du pays s'élève annuellement à environ \$ 400 millions dont 2/3 pour l'Union Minière du Haut Katanga.

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'W. W.', is located below the typed text.



## ROUTING SLIP

TO

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

DATE

FROM



*Copies given to Mr. Molly*

OPERATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION  
IN THE CONGO


BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

*file in 70-01 General C.*

6 November 1962

*Mr. Ribó Cebrián*  
*Pls see me*  
*8710*

To : Mr. S. Habib Ahmed, Chief of Civilian Operations  
From : J. Ribó Cebrián, Programme Officer  
Subject : Projects 70-01 and 70-02 (Mining)



I have studied these two projects carefully and I am very glad to inform you that they have been treated with all necessary attention.

Mr. E. Molly, Senior Mining Expert, has sent to the Civilian Operations Office the necessary reports which give a full picture of this operation.

There are reports about the situation of mines, transport, and rich documentation containing detailed information regarding the subject.

Reports. Fourteen reports are filed in our Registry under the following subjects:

1. Memorandum No. 1 on Mining and Natural Resources, dated 31.8.1960, from Mr. Hjortzlerg-Nordlund;
2. Katanga's Mines (6.12.1961) from Mr. E. Molly;
3. Kivu and Maniema Roads (30.12.61) from Mr. E. Molly;
4. Mission to Elizabethville from 3rd to 5th January (6.1.62) from Mr. E. Molly;
5. Meeting with Kilo-Moto representatives (17.2.62) from Mr. E. Molly;
6. Diamonds' Market (9.3.62) from Dr. A.Y. Badre;
7. Kilo-Moto's Gold Mines (12.4.62) from Mr. E. Molly;
8. Mining School and General Information (26.4.62) from Mr. E. Molly;
9. Present Mining Situation (28.4.62) from Mr. E. Molly;

./..



10. Improvement of the Stannary (Geomines, North Katanga) (8.6.62) from Mr. E. Molly;

11. Mining School Programme (15.6.62);

12. Diamond Improvement in Bakwanga (24.6.62) from Mr. E. Molly;

13. Present Mining Situation (12.7.62) from Mr. E. Molly;

14. Mines (12.7.62) from Mr. E. Molly.

With all these reports it is very easy to follow the mining situation from its origin, the characteristics of each mine, productivity, etc. This is an example of very good direction.

Recruitment. For 1963 the recruitment situation is as follows:

Eight engineers have already been recruited:

Mr. Lindstrom, Mr. Ross, Mr. Richard, Mr. Liden, Mr. Boulanger, Mr. Melikesik, Mr. Baud, and Mr. Verter already in the Congo.

The project provides for the recruitment of twelve mining engineers and one hydrogeological engineer, one engineer in electronics, and two chemical engineers (report from Mr. Molly to Mr. Khiary of 20 September 1962).

Mining School (Project 70-02. A great deal of correspondence and reports on this subject from Mr. Terenzio, Mr. Molly, and Mr. Khiary give a graphic description of the importance of this project.

UNESCO is in charge of the establishment and direction of the School and the recruitment of teachers. This project has been transferred to UNESCO. All the necessary information is in our files.

Conclusion:

1. Complete information is in our files.
2. There is a large quantity of documents, cables, letters, etc., as an additional documentation to follow completely these two projects.
3. All problems are handled very well.

Suggestions:

The only thing that should be done is to divide into two files the general correspondence and the reports for an easy check-up. If you approve of this suggestion, we can begin with these two projects the new system of filing which, in fact, will be more complete than the system now in use.

JRC/mds





BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

70-01 ER

CONFIDENTIEL

*Mr Mitton  
would like  
an apt. next  
week.*

Leopoldville le 31 Octobre, 1962.

A : M. Habib Ahmed, chef des opérations civiles ONUC.  
De : Edner Mitton, conseiller ONUC au Ministère: terres,  
mines et energie. *Edner Mitton*  
Sujet : Rapport des activités de service du 22 au 31 Octobre, 1962.

Conformément à vos instructions du 22 courant, je me suis présenté le même jour à Monsieur Alexandre Mahamba, ministre des terres, mines et énergie qui a décidé que je l'assisterai comme conseiller dans la résolution des problèmes juridiques relatives à <sup>la</sup> gestion du domaine public. En même temps il m'a chargé de coordonner les activités de son cabinet avec les diverses branches du rouage administratif.

J'ai immédiatement pris service au ministère des affaires foncières. Mes activités, jusqu'à la fin de ce mois, peuvent se résumer ainsi :

- a) Confection d'un important projet de loi sur la prorogation des baux à loyer.
- b) Revision d'un ancien projet de loi sur la gestion des entreprises abandonnées.



ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

. . . / . . .

Là ne s'arrêtaient pas mes efforts et démarches.. J'ai pris contact avec Monsieur Verter expert ONUC des mines. Tout en lui offrant mon entier concours et ma franche collaboration, je ferai tout mon possible pour aplanir ses difficultés et lui procurer les documents indispensables à son travail.

J'espère que dans quelques semaines j'arriverai à des résultats concrets devant faire démarrer le programme ONUC pour le Département des mines. Je tiens enfin à vous informer que mon bureau est au No. 45, avenue Lippens  
Tel. 5485 /6..

EM/pm



## EXPOSE DES MOTIFS.

La crise du logement à Léopoldville et dans les grands centres urbains de la République est devenue un problème social aigu.

L'augmentation abusive des loyers et la surenchère en devises qui en sont la conséquence, ont rendu nécessaire et urgent d'accorder une protection légale aux locataires et sous-locataires.

La présente loi vise non seulement à renforcer les lois prohibant l'augmentation des loyers et leur paiement, en devises étrangères, mais aussi à empêcher que le locataire ne soit l'objet de préavis arbitraires.

A cette fin le Gouvernement estime qu'avant toute résiliation d'un bail d'immeubles à usage personnel, professionnel, commercial, industriel ou occupés par l'Administration publique, un congé de location suffisant doit être accordé aux occupants.

Ces mesures se bornent donc à garantir aux locataires et sous-locataires qui ont actuellement la jouissance d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble et qui en ont effectivement la jouissance, la possibilité de s'y maintenir aux conditions existantes.

Alexandre MAHAMBA,  
Ministre.



## PROJET DE LOI RELATIF AUX LOYERS.

Le Président de la République

Vu la loi fondamentale du 19 mai 1960 relative aux structures du Congo,

Vu l'arrêté provincial du Ministre des Affaires Economiques du 26 mai 1961, fixant le prix maximum des loyers à Léopoldville,

Vu le Décret-loi du 29 juin 1961 article 39 interdisant le paiement des loyers en devises étrangères,

Considérant la crise de logement qui sévit dans les villes de la République, spécialement à Léopoldville,

Considérant l'augmentation de la population dans les villes de la République,

Considérant qu'il convient de refréner la hausse illégale des loyers et la surenchère en devises étrangères menée illicitement par certains propriétaires.

Considérant qu'il est d'ordre public que les locataires soient à l'abri d'évictions intempestives.

Vu l'urgence, sur l'initiative des Ministères des Terres, Mines & Energie, de l'Economie Nationale et des Affaires Sociales.

### ORDONNE

Le Ministre des Affaires Foncières est chargé de présenter aux Chambres Législatives le projet de loi dont la teneur suit :

#### Article 1.

La présente loi s'applique tant aux contrats simples de location qu'aux baux à loyer en cours à la date de son entrée en vigueur et portant sur les immeubles occupés par l'Administration publique, loués par des particuliers à usage d'habitation ou logeant une entreprise professionnelle, commerciale ou industrielle.

Le bénéfice de la présente loi s'étend aux sous-locations faites régulièrement.

#### Article 2.

Tout locataire ou sous-locataire a droit à un



congé de location fixé à deux ans si l'immeuble est occupé à usage d'habitation et à trois ans s'il est loué par une administration publique ou loge une entreprise professionnelle, commerciale ou industrielle.

Article 3.

Pour bénéficier du congé de location, le locataire ou sous-locataire doit :

- a) payer régulièrement les loyers selon les termes du contrat ;
- b) s'acquitter de ses obligations légales ou conventionnelles.

Article 4.

Le bailleur, cependant, peut toujours obtenir la résiliation du bail contre tout locataire qui n'a pas satisfait aux obligations contractuelles.

Le non paiement d'un seul mois échu de loyer, fait perdre au preneur le bénéfice du congé après une mise en demeure restée 30 jours sans effet.

Le bailleur demandera alors aux tribunaux le déguerpissement du locataire dans le délai convenable.

Article 5.

Le preneur ou sous preneur jouit du bénéfice du congé même à l'égard du nouvel acquéreur de l'immeuble.

Article 6.

Le bénéfice de la prorogation pour congé est incessible.

En cas de décès du preneur ou du sous-preneur, il est transmis aux personnes qui habitaient avec lui à l'exclusion des employés et gens de service.

Article 7.

La fin de la prorogation de la location principale ne fait pas obstacle au maintien de la sous-location; le sous preneur devient dans ce cas, le locataire direct du bailleur. Si le loyer est inférieur à la valeur locative de l'immeuble à l'époque de la conclusion de la sous-location, le bailleur peut en demander révision.

Article 8.

Les congés donnés à un délai venu à expiration avant la date d'entrée en vigueur de présente loi seront



réputés non avenus si le preneur ou le sous-preneur occupe encore les lieux à la date susmentionnée. Cependant ils conserveront leur plein effet.

- a) S'ils ont été signifiés pour non paiement de loyer ou dégradation importante de l'immeuble ou du mobilier;
- b) S'ils ont été consacrés par un jugement définitif.

#### Article 9.

Tout avis de résiliation consécutifs au refus du preneur ou sous preneur d'accepter une augmentation illégale des loyers ou le paiement de ceux-ci en devises étrangères, est nul et non avenus, sauf exception prévue par le décret loi du 29 juin 1961 article 29, en faveur des résidents (conseil monétaire du Congo).

#### Article 10

Si le propriétaire refuse de recevoir les loyers ces valeurs peuvent être consignées à son compte bancaire avec la mention "Autant versé pour paiement loyers immeubles Rue N°..... Parcelle .....".

Le reçu délivré par la Banque, libère le preneur et fera foi comme bonne et valable quittance. Egalement, le locataire peut valablement se libérer, en faisant une offre réelle suivie de consignation au Greffe du Tribunal de district de la localité où se trouve l'immeuble.

#### Article 11

Toute convention ou contrat est nul quant aux clauses contraires aux dispositions de la présente loi.

#### Article 12

La présente loi entrera en vigueur le jour de sa publication.

Léopoldville, le 5 novembre 1962.

Joseph KASA-VUBU

Par le Président de la République

Le Ministre des Affaires Foncières

Le Ministre des Affaires Sociales

Le Ministre de l'Economie Nationale  
et des Classes Moyennes.



# ROUTING SLIP

TO

*N. Ahmed  
chief op. av.*

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

*This is an  
interesting report.*

DATE

FROM

*01/10/62* *Molly*





BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Le 28 octobre 1962.

C/TEC 230/2

MEMORANDUM

A : M. HABIB S. AHMED, Chef des Opérations civiles.

De : Emile MOLLY, senior consultant.

Objet : ASSISTANCE TECHNIQUE MINIERE POUR LES PROVINCES.

L' établissement de nouvelles provinces au Congo, avec un statut politique à caractère fédéral, pose le problème d'une assistance technique non plus réservée au seul Ministère Central des Mines, mais d'une aide étendue aux Gouvernements provinciaux où nos experts seraient mieux utilisés. Ceux-ci étant en contact plus directs avec les exploitations et avec les recherches minières de la province où il auront à résider, leur action, coordonné par le conseiller de l'ONUC qui les visitera régulièrement, sera beaucoup plus efficace que s'ils sont tributaires de lointains bureaux de Léopoldville.

La liste des 17 nouvelles provinces fournie le 25 octobre par Ministère de l'Intérieur n'est sans doute pas close car il y manque deux centres importants, Stanleyville et Bukavu dont le statut n'est pas encore fixé. D'autre part, tant que la nouvelle Constitution n'est pas votée, on ne peut faire que des prévisions provisoires en ce qui concerne l'assistance technique pour les Mines.

On trouvera ci-dessous, sous forme de tableau, l'indication des ressources minières des 17 provinces indiquées par le Ministère de l'Intérieur, plus les régions de Stanleyville et Bukavu.

Ces provinces ont été classées en trois catégories :

Catégorie A : Province avec exploitations en activité, présentant un intérêt minier très important.

Catégorie B : Province avec quelques exploitations d'un intérêt minier moins important.

Catégorie C : Province sans exploitation minière actuellement, de caractère surtout agricole.

Cette classification, bien entendu, n'est pas absolue et peut être appelée à être modifiée suivant les besoins du moment. Elle est simplement destinée à faciliter l'évaluation d'une assistance technique dont pourraient avoir besoin les nouvelles provinces, en ce qui concerne les mines.



<u>PROVINCE</u>	<u>CHEF-LIEU</u>	<u>RESSOURCES MINIERES</u>
1 <sup>re</sup> - LULUABOURG	LULUABOURG	<p>CATEGORIE B.</p> <p>Gisements marginaux de la MIBA, exploités actuellement en partie clandestinement (diamant surtout de qualité industrielle).</p> <p>Indices de cuivre, nickel, chrome, manganèse et fer, non exploités.</p>
2 <sup>de</sup> - NORD-KIVU	KIROTSHE	<p>Catégorie B.</p> <p>Petites exploitations de cassitérite et tantalite à Mumba (SOBAKI), à Eteatu (M.G.L.) et région de Lebero (M G L). Gisements d'or alluvial (secteur nord M.G.L.), exploitations clandestines.</p> <p>Gisement de pyrochlore de Lueshe (M.G.L. et SOBAKI)</p>
3 <sup>de</sup> - SUD-KASAI	BAKWANGA	<p>CATEGORIE A.</p> <p>Grosses exploitations de diamant industriel à Bakwanga (MIBA); 18 millions de carats en 1961 (2/3 de la production mondiale).</p> <p>Indices de manganèse.</p>
4 <sup>de</sup> - MAI-NDOMBE	INONGO	<p>CATEGORIE C.</p> <p>Province surtout agricole.</p>
5 <sup>de</sup> - CUVETTE CENTRALE	COQUILHATVILLE	<p>CATEGORIE C.</p> <p>Surtout agricole.</p>
6 <sup>de</sup> - SANKURU	LODJA	<p>CATEGORIE C.</p> <p>Surtout agricole.</p>
7 <sup>de</sup> - UNITE KASAIENNE	TSHIKAPA	<p>CATEGORIE B.</p> <p>Anciennes exploitations de diamant du Kasai, Luebo et Lueta, de la FORMINIERE, reprises en partie par des gens de la région. Possibilités d'exploitations artisanales.</p>



<u>PROVINCE</u>	<u>CHEF-LIEU</u>	<u>RESSOURCES MINIERES</u>
8 <sup>e</sup> - KWILU	KIKWIT	CATEGORIE C. Surtout agricole
9 <sup>e</sup> - LOMAMI	KABINDA	CATEGORIE C. Surtout agricole
10 <sup>e</sup> - KWANGO	KENGE	CATEGORIE C. Surtout agricole
11 <sup>e</sup> - CONGO CENTRAL	KASANGULU	CATEGORIE B. Carrières et cimenteries de Lukala (CICO). Schistes bitumineux zone littorale. Indices de cuivre de Bamba-Kilenda. Indices de bauxite du Mayombe.
12 <sup>e</sup> - UBANGI	GEMENA	CATEGORIE C. Surtout agricole
13 <sup>e</sup> - MANIEMA	KALIMA	CATEGORIE A. Nombreuses exploitation d'étain et columbo-tantalite dans les secteurs Kalima (SYMETAÏN), Punia (SYMETAÏN), Kasese (COBELMIN et SOBAKI), Kailo et Kampene (COBELMIN), Lulingu (COBEL-MIN)
14 <sup>e</sup> - KIBALI-ITURI	BUNIA	CATEGORIE A. Exploitations aurifères des secteurs Bunia (Kilomines) et Watsa (Durba). Production KILLO-MOTO 1961 = 5040 kg. Exploitations d'or clandestines région Mambasa et Irumu.



<u>PROVINCE</u>	<u>CHEF-LIEU</u>	<u>RESSOURCES MINIERES</u>
15 <sup>e</sup> - UELE	PAULIS	<p>Catégorie B.</p> <p>Anciennes exploitation d'or et étain abandonnées, région de Bondo (COLOMINES).</p> <p>Anciens travaux pour or et diamant (Cie DES UELE).</p>
16 <sup>e</sup> - NORD-KATANGA	ALBERTVILLE	<p>CATEGORIE B.</p> <p>Exploitations d'étain de Manono (GEOMINES) et de Mitwaba.</p> <p>Charbonnages de Greinerville (B C K). Carrières et cimenterie de Kabimba (CIMENTAL).</p>
17 <sup>e</sup> - SUD-KATANGA	ELISABETHVILLE	<p>CATEGORIE A.</p> <p>Exploitations de cuivre, cobalt, zinc, cadmium, germanium etc. dans le secteur sud (Kipushi), central (Kambove et Ruwe) et ouest (Kolwezi) de l'UNION MINIERE DU HAUT-KATANGA. La valeur des exportations 1961 représente environ 230 millions de dollars, soit les 4/5èmes du total pour l'ensemble du Congo.</p> <p>Charbonnages de la Luena (UMHK). exploitations de manganèse à Kisenga et Kasakelesa ( BECEKA-MANGANESE ).</p>
<p>A cette liste ajoutons deux provinces non encore reconnues par le Parlement, mais qui le seront sans doute prochainement:</p>		
18 <sup>e</sup> - KIVU CENTRAL	BUKAVU	<p>CATEGORIE A.</p> <p>Petites exploitations d'étain, columbo-tantalite et or à Kingulube (SOBAKI).</p> <p>Mine d'or de Kamituga (M.G.L.)</p> <p>Exploitations d'étain, béryl, et wolfram du secteur sud (M.G.L.)</p> <p>Mine d'or de Namoya, (COBELMIN).</p>



<u>PROVINCE</u>	<u>CHEF-LIEU</u>	<u>RESSOURCES MINIERES</u>
199 - STANLEYVILLE	STANLEYVILLE	CATEGORIE B. Anciennes exploitations d'or de la Télé (FORMINIERE) et de l'Aruwimi. Indices de diamant. Schistes bitumineux, région de Ponthierville.

Si l'on examine le tableau ci-dessus, on constate que cinq des nouvelles provinces, sont classées dans la catégorie A, d'un intérêt minier très important, et devraient être dotées d'urgence d'un bureau minier à l'échelon local. Toutefois, on peut s'en tenir à quatre aussi longtemps que l'affaire katangaise n'est pas réglée.

Sept provinces, de catégorie B, présentent moins d'intérêt et ne recevraient un bureau minier qu'en seconde urgence.

Enfin sept autres provinces n'offrent pas d'intérêt minier pour le moment et ne justifient pas la création d'un bureau à l'échelle locale.

Nous avons prévu, l'année dernière déjà, la création de bureaux miniers et déposé un projet (22 septembre 1961) dont on trouvera copie ci-jointe. Ces bureaux pouvaient fonctionner à la fois comme bureaux d'achats de matières précieuses pour le compte du Gouvernement, et comme inspecteurs des exploitations. Ils n'ont pu être réalisés jusqu'à présent faute de techniciens.

Le projet prévoyait pour chaque bureau minier provincial, au minimum un ingénieur des mines qualifié, chargé de la tâche technique, et d'un fonctionnaire s'occupant plus spécialement de la partie administrative, suivant un système employé avec succès dans les pays d'Afrique anglophones.


Une première estimation laisse prévoir qu'il faudrait en première urgence, quatre ingénieurs des mines pour les chefs-lieu de catégorie A (BAKWANGA - BUNIA - BUKAVU et KALIMA).

En seconde urgence, on peut prévoir sept autres ingénieurs des mines pour les chefs-lieux de catégorie B (LULUABOURG - KIROTSHE - TSHIKAPA - KASANGULU - PAULIS - ALBERTVILLE et STANLEYVILLE). A noter que certains bureaux miniers voisins pourraient être groupés en un seul, mais il faudra tenir compte des rivalités de province à province.



Certains de ces bureaux miniers provinciaux, auront dans leur territoire des exploitations artisanales et comme tels, auront à assumer l'achat sur place d'or ou éventuellement de diamant. Ces organismes d'achats ont également été prévus l'année dernière et l'on trouvera ci-joint copie de deux notes établies à ce sujet ( 24 août et 18 septembre 1961 ). Ces projets, basés sur l'expérience acquise dans d'autres pays d'Afrique, n'ont pu se réaliser jusqu'à présent, mais pourraient être repris, à l'occasion de la mise en place de nouvelles structures politiques au Congo.

Léopoldville. - Le 28 octobre 1962



Annexe : " Note sur l'organisation des bureaux miniers à l'échelon local. " (22 septembre 1961)

- 2° " Note concernant les réserves minières pour les exploitations de caractère artisanal. " (24 août 1961).
- 3° " Avant-projet pour les zones réservées à l'exploitation artisanale " (18 septembre 1961).



1

NOTE SUR L'ORGANISATION DE BUREAUX MINES A L'ECHOLON LOCAL :

par Emile Mally

Dans l'Est Africain, et notamment dans l'ex-Tanganyika Territory, les Services des mines étaient, et sont encore sans doute, fort judicieusement organisés. Cette organisation a d'ailleurs permis un essor minier rapide dans la période qui a précédé la dernière guerre. Je l'ai vue fonctionner en 1932 notamment, dans le district de M'Baye, au nord du lac Nyassa. Voici en quoi elle consistait :

Dans chaque chef lieu de district, et en outre dans chaque secteur minier important, fonctionnait un Bureau des Mines dont les tâches se partageaient entre un "Mining Recorder" et un "Mining Engineer", assistés si cela était nécessaire par un ou plusieurs adjoints.

1<sup>o</sup> - Le Mining Recorder avait en charge les tâches plus spécialement administratives, notamment l'enregistrement des permis miniers et des clains, la délivrance des licences de mineur, la perception de certaines taxes, la tenue à jour des registres miniers et des statistiques.

Résidant en permanence au centre où était installé le bureau minier, il avait en outre la responsabilité des achats d'or pour le compte du Gouvernement, aidé en cela par un "essayer" capable de déterminer rapidement (pierre de touche), le titre du métal précieux, qui d'ailleurs est assez constant pour un même place.

Après un essai sommaire de l'or et poids du lot apporté par un titulaire d'une licence de mineur, le paiement était fait immédiatement au cours officiel, diminué de 10% pour la "royalty". L'avantage de la méthode est évident : garantie pour le Gouvernement que la totalité de l'or lui est réservée et que la taxe est payée. En outre, le mineur, qui souvent n'est pas riche, récupère sans retard le produit de son travail et peut ainsi poursuivre ses travaux et développer ses recherches.

Bien entendu, toute vente ou achat d'or, en dehors du Bureau des Mines, et tout transport de métal précieux en dehors du périmètre minier, par des individus non titulaires de la licence de mineur, sont sévèrement punis et entraînent automatiquement la confiscation du lot frauduleux. Ceci permet une lutte efficace contre la contrebande et le vol, qui nuisent autant à l'Etat qu'aux exploitants réguliers.

2<sup>o</sup> - Le Mining Engineer avait avant tout une mission de contrôle technique. Il devait parcourir régulièrement son secteur minier et s'assurer que les règlements miniers concernant notamment la sécurité des travaux, la santé des travailleurs étaient bien observés. Il vérifiait en outre l'abornage des clains et faisait les rapports prescrits sur l'état des travaux, en vue du renouvellement des permis. Il signalait en outre les vols ou les fraudes

./....



qu'il avait constatés et faisait toutes suggestions utiles en vue de l'amélioration de rendement. Il assistait en outre de ses conseils les mineurs inexpérimentés.

Ces Bureaux des Mines locaux dépendaient d'un Service des mines provincial, relevant lui-même du Gouvernement Central.

Léopoldville, le 22 septembre 1961



Il est évident que la situation de la France est grave. Les dépenses de la guerre ont été énormes, et les ressources du pays sont épuisées. Il faut donc chercher des moyens de faire face à cette situation.

Les dépenses de la guerre ont été énormes, et les ressources du pays sont épuisées. Il faut donc chercher des moyens de faire face à cette situation.

Il est évident que la situation de la France est grave. Les dépenses de la guerre ont été énormes, et les ressources du pays sont épuisées. Il faut donc chercher des moyens de faire face à cette situation.

Les dépenses de la guerre ont été énormes, et les ressources du pays sont épuisées. Il faut donc chercher des moyens de faire face à cette situation.

Il est évident que la situation de la France est grave. Les dépenses de la guerre ont été énormes, et les ressources du pays sont épuisées. Il faut donc chercher des moyens de faire face à cette situation.

Les dépenses de la guerre ont été énormes, et les ressources du pays sont épuisées. Il faut donc chercher des moyens de faire face à cette situation.

Il est évident que la situation de la France est grave. Les dépenses de la guerre ont été énormes, et les ressources du pays sont épuisées. Il faut donc chercher des moyens de faire face à cette situation.

par suite de

RECHERCHES SUR LA SITUATION DE LA FRANCE





quant au droit, pour lequel on ne pourrait invoquer un "droit coutumier", car il est de date relativement récente, le problème est plus délicat car ce sont les alluvions surmontées par les sociétés exploitantes actuellement. Les sociétés spéciales pourraient être instituées. Ainsi, les sociétés minières qui seraient chargées à exploiter les surfaces pour la création de zones d'exploitation artisanales, pourraient être désignées dans un nouveau décret pour le cas de l'état, à un tarif fixé par lui.

Il pourrait en être de même pour l'état, mais là il se pose des problèmes de droit, est-ce nécessairement dans des périodes et de mises en œuvre qui n'est guère compatible avec une exploitation artisanale. De plus, beaucoup de concessions rentrent à la fois des puits superficiels et des puits profonds qui relèvent de l'exploitation industrielle. C'est pourquoi il semble préférable de réserver pour le moment à la création de zones pour l'état et les mines sociales, coloniales, territoriales, etc.

De toute façon, il serait souhaitable au début de ne pas accorder à ces zones d'exploitation artisanale, une durée trop longue, car la première période de validité pourrait être considérée une période d'essai et de mise au point. Une validité de cinq ans, renouvelable ensuite 3 ou 5 ans par la suite, semble suffisante, surtout plus qu'il ne s'agit pas d'investissements importants à amortir.

Voici le texte que l'on pourrait proposer pour la réglementation des zones d'exploitation artisanale :

Article 1. - Par décret du ... il est institué sur le territoire de la République de ... des zones réservées à l'exploitation artisanale de ... par les citoyens ... de puits superficiels.

Article 2. - Chaque zone de zones d'exploitation artisanale sera ce préalable l'objet d'un rapport ... par une commission ... de l'Institut du Ministère des Mines, d'un ingénieur du Service géologique, d'un topographe du Service géologique, d'un représentant du Gouvernement central et d'un représentant de l'Administration provinciale.

Cette commission ... la demande formulée par les autorités pour la création d'une zone d'exploitation artisanale est justifiée, si elle se fonde sur les raisons ... de zones minières ... et si elle s'adresse ... de zones ... Elle ne pourra pas contrôler les mines qui pourraient être par la suite l'objet d'une exploitation industrielle soumise à la législation minière en vigueur.

La commission ... la zone d'exploitation artisanale en indiquant la substance à exploiter et l'époque, entre les mains du Ministère des Mines, son rapport accompagné d'une carte indiquant la situation du périmètre envisagé, et d'un plan sommaire au 1/20.000ème.



Article 1 - Les sociétés d'exploitation d'hydroélectricité sont soumises à la réglementation relative aux sociétés d'hydroélectricité.

Article 2 - Les sociétés d'hydroélectricité sont soumises à la réglementation relative aux sociétés d'hydroélectricité.

Article 3 - Les sociétés d'hydroélectricité sont soumises à la réglementation relative aux sociétés d'hydroélectricité.

Article 4 - Les sociétés d'hydroélectricité sont soumises à la réglementation relative aux sociétés d'hydroélectricité.

Article 5 - Les sociétés d'hydroélectricité sont soumises à la réglementation relative aux sociétés d'hydroélectricité.

Article 6 - Les sociétés d'hydroélectricité sont soumises à la réglementation relative aux sociétés d'hydroélectricité.

Article 7 - Les sociétés d'hydroélectricité sont soumises à la réglementation relative aux sociétés d'hydroélectricité.

Article 8 - Les sociétés d'hydroélectricité sont soumises à la réglementation relative aux sociétés d'hydroélectricité.

Article 9 - Les sociétés d'hydroélectricité sont soumises à la réglementation relative aux sociétés d'hydroélectricité.



(c) - Un peloton de police des mines sera attaché à chaque bureau minier. Il ne sera pas recruté parmi la police locale, mais par le Gouvernement Central. Des rotations interviendront tous les six mois.

(d) - Tout citoyen congolais qui désirerait se livrer à l'exploitation artisanale, devra se munir d'une licence de mineur au Bureau des Mines le plus proche, contre paiement d'une taxe unique de (100 frs.). La licence sera valable une année et sera enregistrée au Bureau des Mines. Elle pourra être renouvelée d'année contre paiement d'une taxe de (50 frs.).

(e) - La licence de mineur artisanal est réservée exclusivement aux citoyens congolais, sous réserve que le Ministre des Mines. Elle sera refusée à tout individu ayant été condamné pour un délit ou pour toute infraction grave à la réglementation.

(f) - Chaque détenteur de la licence de mineur, ne pourra faire travailler pour son compte plus de 20 ouvriers. Il sera responsable de ceux-ci et devra exécuter lui-même les travaux.

(g) - Plusieurs détenteurs de la licence de mineur pourront s'associer en une coopérative d'exploitation.

(h) - Pendant toute la durée de validité de la note d'exploitation artisanale, chaque permis minier ne pourra être accordé sur son périmètre. Celui-ci sera fermé à la prospection des sociétés minières ou des titulaires de permis généraux de recherches.

(i) - Pour chaque zone d'exploitation artisanale, il sera établi un règlement intérieur réglant les modalités d'exploitation et les rapports des mineurs entre eux. Les agents du Gouvernement chargés de réglementation désignés par les ministres veilleront à l'application de ce règlement.

Léopoldville, le 18 septembre 1961.

ME/100



3  
NOTE CONCERNANT LES RESERVES MINIERES POUR LES EXPLOITATIONS

DE CARACTERE ARTISANAL

Dans tous les territoires d'Afrique, le problème des relations entre l'industrie minière pratiquée sur une petite échelle par les habitants de certaines régions, et l'exploitation de mines à l'échelle industrielle, s'est posé aux législateurs.

On a admis qu'il existait un droit coutumier basé sur le fait que certaines exploitations artisanales, aurifères surtout, étaient pratiquées depuis fort longtemps dans certaines régions. Malheureusement, ce droit coutumier n'étant ni écrit, ni codifié, il en résultait parfois des confusions et des conflits qui auraient pu être évités.

Le problème qui se pose au Congo est analogue à celui qui existait en Afrique occidentale d'expression française, et voici comment il fut résolu.

L'ancienne réglementation minière de 1924 faisait une allusion assez imprécise au droit coutumier, mais c'est dans la législation de 1936 que furent introduites des mesures délimitant nettement les droits de l'industrie artisanale et ceux des exploitations de caractère industriel soumises aux formalités, contrôles et redevances prévus dans la réglementation minière.

Il existait en effet en Guinée (Carole de Siguiri) et au Soudan (Carole de Kayes) des exploitations superficielles d'éluvions et d'alluvions aurifères assez importantes, puisqu'elles produisaient environ 4000 kilos d'or par année, peu avant la guerre.

C'était peu de chose si on le comparait à la production minière totale du Congo, mais pour l'A O F, pays beaucoup plus agricole que minier, cela représentait un appoint non négligeable.

./...



La réglementation minière de 1934 apporta des améliorations considérables sur celle de 1924, entre autres les mesures concernant les exploitations artisanales, de façon à donner satisfaction aux petits producteurs locaux, sans pour cela léser l'industrie minière existante.

Après une enquête approfondie faite sur place par la Direction des Mines, on délimita, en dehors des permis miniers déjà accordés, des zones réservées exclusivement à l'exploitation artisanale, dans lesquelles les gens de la région pouvaient se rendre librement et exploiter l'or avec leur famille, sans aucune formalité. La seule obligation pour les orpailleurs était de vendre, à un tarif fixé d'avance, toute leur production, soit à des agents du Service des Mines, soit à des acheteurs patentés, agréés par le Gouvernement, de façon à ce que la totalité de l'or produit soit acheminé sur la Banque de l'A O F à Dakar.

Il était formellement interdit aux orpailleurs d'exploiter sur les permis miniers accordés en forme et due forme, et d'autre part il fut interdit de délivrer des permis miniers empiétant sur les réserves minières artisanales.

Ces mesures permirent à la fois de développer l'industrie aurifère artisanale sans tracasseries administratives, et d'autre part de protéger l'industrie minière existante contre les maraudeurs venus le plus souvent d'autres régions et pour qui l'on ne pouvait invoquer le droit coutumier.

Ayant vécu de 1934 à 34 en Afrique occidentale, j'ai pu constater que cette législation minière améliora beaucoup les rapports entre détenteurs de permis miniers, soumis d'ailleurs à des obligations sévères de travaux de mise en valeur, et orpailleurs artisanaux, mais il convient de signaler que cette réglementation s'applique surtout à l'or, le diamant étant de découverte récente, le cuivre et l'étain étant à peu près inexistantes.

./...



Il appartiendra à la Commission de réforme de la législation minière, en accord avec les Ministères intéressés, d'examiner si dans la réglementation minière dont je viens de parler, il est possible de trouver des modalités qui seraient applicables au Congo.

J'ai demandé à Paris que l'on m'envoie le texte de cette réglementation, et si possible celles des républiques de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et du Mali.

Léopoldville, le 24 août 1961

Paolo Holly